

Interview

Un casque rouge pour les soldats de l'humanitaire

A la tête de la Fondation pour les Casques rouges, Nicole Guedj était dernièrement de passage en Suisse

Stéphanie Arboit

Avocate spécialisée dans les droits de l'homme, Nicole Guedj plaide pour des Casques rouges, une force internationale humanitaire de réaction rapide, placée sous l'égide des Nations Unies (ONU). Nicole Guedj vient de quitter provisoirement le Conseil d'Etat français, «pour avoir les mains plus libres pour défendre les causes qui me tiennent à cœur». Entretien avec cette femme de convictions.

Comment vous est venue cette idée de Casques rouges?

Je suis partie du constat que l'action humanitaire joue le plus grand rôle dans les premières heures. Or, dans les années 90, les personnes sur le terrain de catastrophes n'arrivaient pas à faire diminuer le nombre de victimes, selon moi par manque de coordination et de communication. Pour ce dernier point, je suis à l'origine du container satellitaire qui peut être transporté très rapidement sur place. Pour la coordination, je plaide pour les Casques rouges, frères humanitaires des Casques bleus.

Ne craignez-vous pas de susciter une confusion entre les humanitaires et les militaires, qui serait extrêmement dangereuse pour ceux qui œuvrent sur le terrain?

Par définition, l'ONU n'est pas une organisation militaire mais une institution qui garantit un intérêt commun au-dessus des nations. Il s'agirait en amont de recenser tous les moyens et de préparer des schémas directeurs d'intervention pour savoir, par exemple, quelles sont les équipes les plus proches et les plus compétentes, pour voir qui doit entrer en premier sur le terrain en fonction de la catastrophe à affronter.

Mais il existe déjà l'OCHA, bureau des Nations Unies qui coordonne les organisations



Nicole Guedj: «Les faux procès et les états d'âme ne sont pas mon sujet. L'enjeu est de sauver des vies.»

PATRICK MARTIN

non gouvernementales (ONG), recensant la localisation et l'ampleur des besoins sur place...

Le travail de l'OCHA est intéressant mais est plutôt administratif. Il manque un pouvoir opérationnel exécutif. Qui peut parler de coordination en Haïti? Le président du pays, René Préval, me soutient car il a été témoin comme moi de la grande mobilisation pour son pays, qui a constitué en même temps la plus grande désorganisation de tous les temps! Des équipes de chiens étaient refoulées alors qu'il y avait encore des gens sous les décombres! L'aéroport était saturé, si bien que ce sont les Etats-

Unis qui ont dû en prendre le contrôle.

N'avez-vous pas peur de braquer les ONG, qui font un énorme travail sur le terrain?

Mais je suis des leurs! Je salue leur travail et leur engagement. Eux aussi gagneraient à une meilleure coordination. Et en légitimité aussi, grâce à la caution des Nations Unies, impartiales, qui chapeauteraient l'action.

La supposée neutralité de l'ONU peut prêter à discussion. Votre système pourrait-il induire une «politisation» de l'aide?

Les faux procès et les états d'âme

ne sont pas mon sujet. L'enjeu est de sauver des vies. L'ONU a certes ses faiblesses - et je suis favorable à une réforme de l'organisation. Mais je répète que les Nations Unies peuvent garantir la légitimité et l'impartialité.

Economiquement également, les hommes existent déjà - comme à l'OCHA. Il s'agit d'optimiser les moyens en mettant en place un nouveau mode de gouvernance de l'action humanitaire. Regardez le cas de la Birmanie, ravagée par le cyclone Nargis en 2008: il a fallu trois semaines avant que la junte n'accepte un interlocuteur, l'ONU. Je n'ose imaginer les vies que l'on aurait sauvées.

Genève, le laboratoire du XXIe siècle

Témoin privilégié de la vie internationale, Blaise Lempen vient de publier le récit de trois années mouvementées

La Genève internationale n'a aucun secret pour lui. C'est sans doute l'un des journalistes qui connaît le mieux les méandres de la mécanique onusienne. Correspondant de l'Agence télégraphique suisse (ATS) au Palais des Nations depuis 1994, Blaise Lempen vient de publier un ouvrage de 350 pages aussi dense qu'intéressant sur ce qui se trame derrière les hautes parois, parfois froides et inaccessibles, des grandes organisations internationales.

Le journaliste revient sur ce qui s'est passé au cours des trois dernières années à travers un récit qui fourmille d'anecdotes. Pour une fois, le lecteur pourra mettre la main sur un livre consacré à la Genève internationale qui ne s'enferme pas dans un style académique et laborieux.

Blaise Lempen est un journaliste qui n'a pas la prétention de faire autre chose que du journalisme. «C'est un récit, je raconte ce que j'ai vu au cours des trois dernières années», explique le correspondant de l'ATS au Palais des Nations. Blaise Lempen a été le témoin privilégié de quatre grandes crises: la crise économique et financière, la crise climatique, la crise humanitaire et la crise des droits de l'homme. Tous ces événements ont connu plusieurs séquences où Genève et ses organisations de régulation ont joué un rôle important.

Cette plongée dans l'arrière-cour des relations internationales est à la fois passionnante et inquiétante.

Au fil des crises, on comprend que l'ONU et donc Genève cèdent du terrain à d'autres entités que sont l'OTAN et le G20. On comprend aussi que l'Europe n'est plus le centre de gravité des relations internationales, que les Etats-Unis

n'ont plus le leadership et que le monde multilatéral est un jeu de mécano autrement plus complexe qu'autrefois.

«Comme le monde se rééquilibre automatiquement, la Genève internationale perd de sa centralité», constate Blaise Lempen. Tout cela est décrit avec souffle, intelligence et pertinence. D'autant que l'ouvrage ne tombe pas dans le piège du parti pris et de la caricature. On y découvre des organisations, des femmes, des hommes complètement engagés dans les défis du XXIe siècle et qui ne décollent pas de se voir parfois condamnés à l'inefficacité du fait de blocages politiques plus «indémêlables» que jamais. Malgré les années, le journaliste reste bluffé par la concentration de savoir-faire et de bonne volonté qu'on peut trouver à Genève. C'est la raison pour laquelle il alimente l'espoir raisonnable de voir la Genève internationale jouer un rôle dans la nouvelle mécanique de la gouvernance mondiale. **Alain Jourdan**

Vient de paraître Genève, laboratoire du XXIe siècle, chez Georg Editeur.



Blaise Lempen, correspondant de l'ATS au Palais des Nations.

KEYSTONE

ONU: controverse autour d'une exposition photo

Une exposition photo a mis à l'honneur la Chine des droits de l'homme

Plusieurs organisations de défense des droits de l'homme ont protesté vendredi contre l'installation, dans l'enceinte du Palais des Nations, d'une exposition de photos vantant la Chine des droits humains à l'occasion de la Journée internationale des droits de l'homme.

«Au moment où le Prix Nobel de la paix est décerné au dissident chinois Liu Xiaobo, il est scandaleux que l'ONU organise et coparaine une telle campagne de propagande», a déclaré Hillel Neuer, directeur exécutif d'UN-Watch, une organisation déjà connue pour être très critique à l'égard de l'ONU et de son fonctionnement.

Ce que n'ont pas digéré l'ONG et les défenseurs de la cause tibétaine qui manifestaient vendredi à l'extérieur du Palais, ce sont les commentaires lénifiants sur le modèle multiculturel chinois. Les légendes qui accompagnaient les photos faisaient notamment l'éloge de la Constitution et des lois qui garantissent la liberté d'expression de réunion et de manifestation en Chine.

Vendredi, UN Watch a également rappelé qu'elle avait joint sa voix au Mouvement mondial pour la démocratie, à SOS Racisme et à des organisations de défense des droits de l'homme de l'Inde, du Venezuela et du Liberia pour déplorer l'absence de la haut-commissaire aux droits de l'homme, Navi Pillay, à la cérémonie de remise du Prix Nobel à Liu Xiaobo. **A.J.**

HCR

576 millions

Les pays donateurs ont promis d'allouer une somme de 576,5 millions de dollars au Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés en 2011. Il s'agit du montant le plus important jamais annoncé. Cette somme représente 17,3% de l'intégralité des crédits nécessaires pour 2011, s'élevant à quelque 3,32 milliards de dollars.

A travers le monde, on compte quelque 43 millions de personnes déracinées, dont la majorité relève de la compétence du HCR. Ce chiffre inclut 15,2 millions de réfugiés, 27,1 millions de déplacés internes et 983 000 demandeurs d'asile.

L'Afrique subsaharienne demeure le bénéficiaire le plus important de l'assistance du HCR, représentant ainsi 45% du total des besoins. **A.J.**

Albanian school Concert classique au Victoria Hall

L'Albanian International Scholarship Foundation (AISF) est une fondation d'utilité publique basée à Genève. Sa mission est d'encourager la formation universitaire de jeunes d'origine albanaise ainsi que les échanges académiques entre les universités de l'Albanie, du Kosovo, de la Suisse, de l'Europe et des Etats-Unis. A l'occasion de son 20e anniversaire, l'Albanian International Scholarship Foundation organise un concert au Victoria Hall, dimanche 19 décembre à 18 h. Programme: Saimir Pirgu (ténor), Mariana Leka (soprano), Tedi Papavrami (violoniste) Frano Lufi (basse), Dania Bytyqi (pianiste). Direction artistique et pianiste: Edlira Dedja. Œuvres de Mozart, Donizetti, Bellini, Verdi, Puccini, Cilèa, Massenet, Chopin, Ysaye. **A.J.**

Disparition



Luis Antonio Cunha Esteves, journaliste et intellectuel portugais, est décédé à l'âge de 72 ans à Genève. Après la Révolution des Œillets en 1974, il avait été nommé correspondant à Genève, auprès de l'ONU, de la Radio télévision portugaise puis directeur pour la Suisse de l'Agence Lusa, agence de presse officielle du Portugal. Il a également présidé l'Association des correspondants accrédités auprès de l'ONU. Il a aussi été l'un des conseillers de l'ombre de Mario Soares. Il fut un négociateur de l'ombre, un artisan de la paix entre le Portugal libéré et ses anciennes colonies d'Afrique. **A.J.**

Elle a dit

«Chaque année, des milliers de défenseurs des droits de l'homme sont harcelés, maltraités, emprisonnés injustement ou assassinés»



Navi Pillay Haut-commissaire de l'ONU aux droits de l'homme

